



■ Congo-Kinshasa

Kinshasa défend l'intégrité du parc des Virunga

► La société pétrolière Soco s'est vu interdire d'y entrer malgré un contrat.

Les pressions internationales commencent-elles à faire effet? En juin dernier, le président Kabila avait autorisé un contrat de partage de production pétrolière pour un bloc situé dans le parc des Virunga – le plus ancien d'Afrique, au Kivu – entre la société pétrolière nationale Cohydro, l'entreprise britannique Soco et Dominion, basée aux Bermudes (voir LLB 18 nov. 2010). Unesco (le parc fait partie du Patrimoine mondial) et Union européenne s'en étaient alarmées.

Alors que le World Wildlife Fund (www.wwf.be) lançait cette semaine une pétition internationale pour "convaincre les compagnies pétrolières de renoncer à leurs opérations prévues à l'intérieur du parc", un progrès intéressant a été enregistré avec la signature, à Kinshasa, d'une déclaration commune entre le Premier ministre Adolphe Muzito et la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. Ce texte salue

en effet "l'engagement pris par le gouvernement de créer les conditions nécessaires (à la mise en œuvre d'un plan stratégique d'action), notamment par

le respect des dispositions de la Convention du patrimoine mondial, de la loi (congolaise) relative à la conservation de la nature et du Code minier par la sécurisation des sites". La loi sur la conservation de la nature, qui date de 1969, indique en effet clairement que toute prospection minière et pétrolière est interdite sur un site ayant, comme le parc des Virunga, le statut de réserve intégrale. A la suite de cette déclaration, nous indique-t-on de bonne source, le ministre de l'Environnement, José Endundo, a donné l'ordre de ne pas laisser Soco pénétrer dans le parc.

"Les autorités gouvernementales congolaises résistent aux pressions avec beaucoup de courage", souligne de son côté François-Xavier de Donnée, rentré cette semaine des Virunga, où il s'était rendu en tant qu'administrateur de l'ONG britannique Africa Conservation Fund, partenaire, pour la gestion du parc, de l'ICCN (Institut

congolais de conservation de la nature). Notamment à la lettre de 41 députés du Nord-Kivu au ministre Endundo, avec copie au Président et au Premier ministre, pour demander qu'on laisse Soco prospecter – une lettre que d'aucuns soupçonnent d'avoir été rédigée par Soco elle-même en raison de son caractère éminemment technique. Soco a déjà commencé des prospections côté ougandais du lac

Edouard, où trois puits ont été creusés sans résultats commercialement exploitables. Mais ils ont fourni "des données utiles", selon la lettre African Energy du 21 janvier.

Entre-temps, les patrouilles mixtes armée congolaise/gardiens de l'ICCN se heurtent aux FDLR (rebelles hutus rwandais issus des génocidaires) dans le parc. Lundi dernier, une embuscade de 75 FDLR a tué huit patrouilleurs. Mercredi, une patrouille a poursuivi 120 FDLR à l'ouest de la Rwindi. "La sécurité du parc s'est accrue, mais il reste des poches de FDLR dans le Masisi et au nord de Rumangabo", dit M. de Donnée, "et des mai-mai sur la côte ouest du lac."

Marie-France Cros